

Permis de bâtir, juin 2015

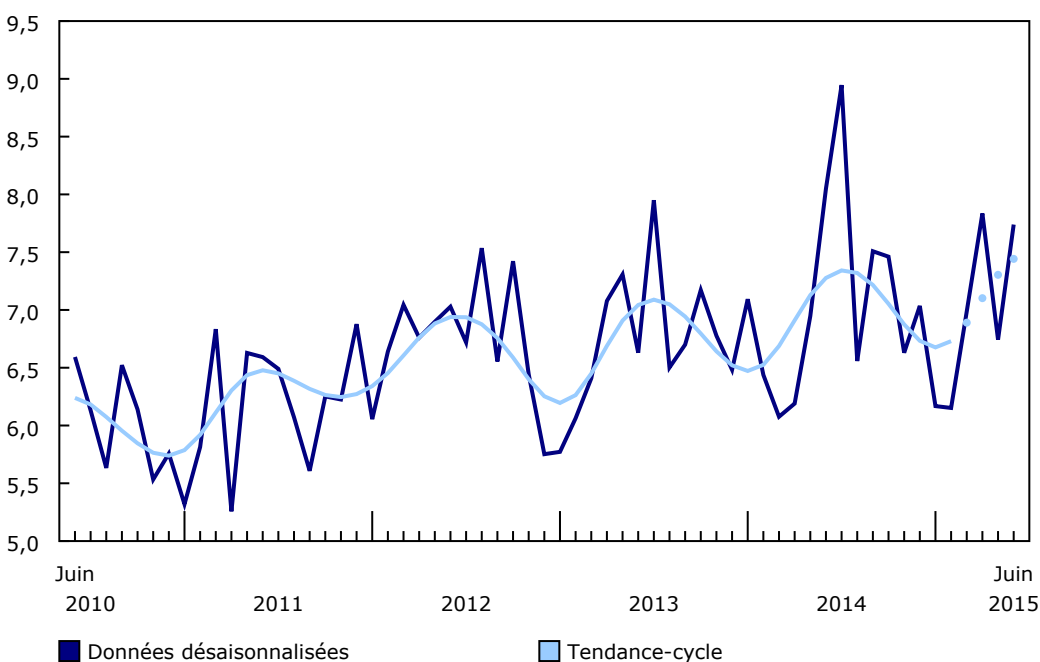
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le vendredi 7 août 2015

La valeur totale des permis de bâtir a augmenté de 14,8 % pour atteindre 7,7 milliards de dollars en juin, et ce, après avoir enregistré une baisse de 13,9 % en mai. L'augmentation notée en juin est principalement attribuable à une hausse des intentions de construction de logements multifamiliaux au Québec, en Alberta et en Ontario ainsi que d'immeubles institutionnels en Alberta et de bâtiments commerciaux en Colombie-Britannique.

En juin, la valeur des permis a été à la hausse dans toutes les provinces, sauf en Saskatchewan. L'Alberta, le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont enregistré les augmentations les plus importantes.

Graphique 1 Valeur totale des permis

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

Dans le secteur résidentiel, les intentions de construction ont progressé de 15,9 % pour atteindre 4,6 milliards de dollars en juin, après une baisse de 13,2 % le mois précédent. Des hausses ont été observées dans neuf provinces, le Québec, l'Alberta et l'Ontario arrivant en tête. La Colombie-Britannique a enregistré une légère baisse.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a crû de 13,2 % pour s'établir à 3,2 milliards de dollars. Des hausses ont été affichées dans cinq provinces, l'Alberta, la Colombie-Britannique et l'Ontario venant en tête. Le Manitoba, le Québec et la Saskatchewan ont enregistré les baisses les plus marquées, après avoir affiché de fortes augmentations en mai.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Secteur résidentiel : hausse marquée des intentions de construction de logements multifamiliaux

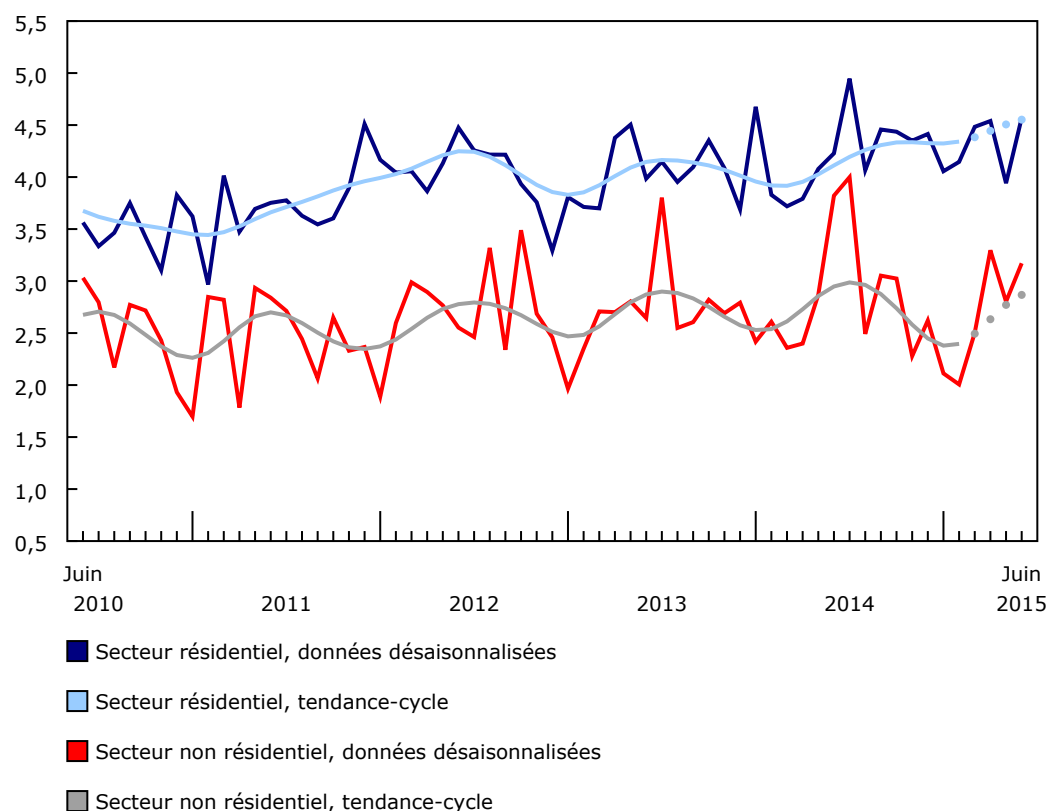
Après deux reculs mensuels consécutifs, les intentions de construction de logements multifamiliaux ont progressé de 36,9 % pour se fixer à 2,2 milliards de dollars en juin. La hausse constatée au niveau national est surtout attribuable à l'augmentation des intentions de construction d'appartements et d'appartements en copropriété au Québec, en Alberta et en Ontario. La Colombie-Britannique a affiché une légère baisse après une augmentation de 17,4 % le mois précédent.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a crû de 1,6 % pour s'établir à 2,4 milliards de dollars en juin. Des hausses ont été enregistrées dans huit provinces, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Ontario ayant connu les hausses les plus prononcées. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux délivrés en Alberta a diminué pour le deuxième mois consécutif.

Les municipalités canadiennes ont approuvé la construction de 17 609 nouveaux logements en juin, en hausse de 13,7 % par rapport à mai. Cette augmentation est surtout attribuable aux logements multifamiliaux, dont le nombre s'est accru de 20,3 % pour atteindre 11 785 unités. Le nombre de logements unifamiliaux a augmenté de 2,2 % pour s'établir à 5 824 unités.

Graphique 2 Secteurs résidentiel et non résidentiel

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

Secteur non résidentiel : augmentations dans les composantes institutionnelle et industrielle

Les municipalités canadiennes ont délivré des permis de construction institutionnelle d'une valeur de 1,1 milliard de dollars en juin, en hausse de 30,9 % par rapport à mai. La valeur des permis de construction institutionnelle a augmenté dans six provinces. L'Alberta est à l'origine de la majeure partie de cette augmentation, en raison d'une hausse des intentions de construction d'établissements d'enseignement, de bibliothèques et de musées. Les plus fortes baisses dans la composante institutionnelle ont été enregistrées au Manitoba et au Québec, qui avaient affiché des hausses le mois précédent.

Dans la composante industrielle, la valeur des permis a progressé de 29,1 % pour s'établir à 535 millions de dollars, ce qui représente une quatrième hausse en cinq mois. Des augmentations ont été observées dans six provinces, le Québec et l'Ontario ayant connu la plus forte croissance, surtout en raison de la hausse des intentions de construction de bâtiments rattachés à l'entretien et d'immeubles liés aux services publics.

La valeur des permis de construction d'immeubles commerciaux a reculé de 1,3 % pour se chiffrer à 1,5 milliard de dollars, après trois hausses mensuelles d'affilée. La baisse des intentions de construction de bâtiments de loisirs, d'immeubles à bureaux et de laboratoires a plus que neutralisé la hausse des intentions de construction de complexes de vente au détail, d'hôtels et de restaurants. Dans cette composante, le Québec, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick ont affiché les plus fortes baisses, tandis que la Colombie-Britannique a enregistré la hausse la plus marquée.

Provinces : fortes augmentations en Alberta, au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique

La valeur des permis a augmenté en juin dans toutes les provinces, sauf en Saskatchewan. Les plus fortes hausses ont été observées en Alberta, au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique.

En Alberta, la hausse provient de l'augmentation des intentions de construction de structures institutionnelles et de logements multifamiliaux. Au Québec, elle découle surtout de l'accroissement des intentions de construction de logements multifamiliaux.

En Ontario, la croissance s'explique par la hausse des intentions de construction d'immeubles résidentiels, principalement les logements multifamiliaux et les bâtiments industriels. En Colombie-Britannique, la hausse provient des trois composantes non résidentielles, particulièrement les projets commerciaux.

En Nouvelle-Écosse, la valeur totale des permis de bâtir a crû de 58,2 % pour se fixer à 152 millions de dollars. La croissance de juin s'explique par l'accroissement des intentions de construction d'immeubles résidentiels, principalement des logements multifamiliaux.

La Saskatchewan a été la seule province à enregistrer des baisses, en raison de l'affaiblissement des intentions de construction de projets commerciaux et, dans une moindre mesure, de bâtiments industriels.

Hausse des intentions de construction dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

La valeur totale des permis de bâtir a crû dans 24 des 34 régions métropolitaines de recensement en juin, Calgary, Montréal, Toronto et Vancouver ayant enregistré les plus fortes hausses.

La progression observée à Calgary s'explique principalement par l'augmentation des intentions de construction d'immeubles institutionnels et de logements multifamiliaux. La hausse enregistrée à Montréal est surtout attribuable aux logements multiples et aux bâtiments industriels; tandis qu'à Toronto, les logements multifamiliaux et les immeubles institutionnels ont surtout alimenté la hausse. À Vancouver, l'augmentation des intentions de construction de projets commerciaux et de logements multifamiliaux explique la majeure partie de la progression observée en juin.

En revanche, les plus fortes baisses ont été enregistrées à Hamilton et à Regina. À Hamilton, le recul découle surtout de la diminution des intentions de construction d'immeubles institutionnels. À Regina, qui avait affiché une forte hausse le mois précédent, le repli provient de la diminution notée dans les trois composantes non résidentielles.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir compte plus de 2 400 municipalités représentant 95 % de la population canadienne. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées dans les graphiques en tant que complément aux séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Prochaine diffusion

Les données des permis de bâtir de juillet seront diffusées le 9 septembre.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada —
Données désaisonnalisées

	Jun 2014	Avril 2015	Mai 2015 ^r	Jun 2015 ^p	Mai à juin 2015	Jun 2014 à juin 2015
	millions de dollars				variation en %	
Total	8 048,9	7 835,5	6 743,2	7 739,3	14,8	-3,8
Résidentiel	4 228,1	4 539,5	3 941,0	4 568,7	15,9	8,1
Unifamilial ¹	2 430,1	2 465,3	2 338,8	2 375,2	1,6	-2,3
Multifamilial	1 798,0	2 074,2	1 602,2	2 193,5	36,9	22,0
Non résidentiel	3 820,7	3 296,0	2 802,1	3 170,6	13,2	-17,0
Industriel	743,5	483,8	414,4	535,0	29,1	-28,0
Commercial	1 749,2	1 498,6	1 519,5	1 499,3	-1,3	-14,3
Institutionnel	1 328,0	1 313,6	868,2	1 136,4	30,9	-14,4
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	16 662	18 063	15 494	17 609	13,7	5,7
Unifamilial ¹	6 477	5 825	5 700	5 824	2,2	-10,1
Multifamilial	10 185	12 238	9 794	11 785	20,3	15,7

^r révisé

^p provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableaux CANSIM [026-0006](#) et [026-0010](#).

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire — Données désaisonnalisées

	Jun 2014	Avril 2015	Mai 2015 ^r	Jun 2015 ^p	Mai à juin 2015	Jun 2014 à juin 2015
	millions de dollars				variation en %	
Canada	8 048,9	7 835,5	6 743,2	7 739,3	14,8	-3,8
Résidentiel	4 228,1	4 539,5	3 941,0	4 568,7	15,9	8,1
Non résidentiel	3 820,7	3 296,0	2 802,1	3 170,6	13,2	-17,0
Terre-Neuve-et-Labrador	93,5	87,5	49,1	61,5	25,2	-34,3
Résidentiel	45,0	36,8	35,7	41,5	16,4	-7,6
Non résidentiel	48,5	50,6	13,4	19,9	48,7	-58,9
Île-du-Prince-Édouard	16,7	11,0	15,3	16,7	9,3	0,2
Résidentiel	8,8	6,3	7,3	9,5	30,1	7,2
Non résidentiel	7,9	4,7	8,0	7,3	-9,5	-7,5
Nouvelle-Écosse	114,5	134,0	96,2	152,2	58,2	33,0
Résidentiel	94,5	103,0	61,9	121,4	96,2	28,4
Non résidentiel	19,9	30,9	34,3	30,8	-10,2	54,4
Nouveau-Brunswick	67,1	41,9	90,3	108,7	20,5	62,2
Résidentiel	40,4	23,3	34,3	47,6	38,8	17,8
Non résidentiel	26,7	18,5	56,0	61,2	9,3	129,3
Québec	2 026,0	1 036,7	1 064,4	1 292,1	21,4	-36,2
Résidentiel	708,2	693,4	612,6	858,7	40,2	21,3
Non résidentiel	1 317,8	343,3	451,8	433,4	-4,1	-67,1
Ontario	2 732,9	3 692,6	2 713,9	2 932,2	8,0	7,3
Résidentiel	1 679,3	1 952,0	1 571,2	1 700,7	8,2	1,3
Non résidentiel	1 053,5	1 740,6	1 142,7	1 231,6	7,8	16,9
Manitoba	209,7	164,5	178,2	185,8	4,2	-11,4
Résidentiel	123,6	108,8	94,9	129,1	36,0	4,5
Non résidentiel	86,1	55,7	83,2	56,7	-31,9	-34,2
Saskatchewan	207,9	201,5	202,7	194,1	-4,3	-6,6
Résidentiel	114,7	115,5	93,5	101,2	8,2	-11,7
Non résidentiel	93,2	86,1	109,3	92,9	-15,0	-0,4
Alberta	1 732,5	1 418,9	1 358,7	1 660,4	22,2	-4,2
Résidentiel	878,9	804,2	678,8	810,4	19,4	-7,8
Non résidentiel	853,6	614,6	679,9	850,0	25,0	-0,4
Colombie-Britannique	829,6	1 037,8	959,3	1 121,9	17,0	35,2
Résidentiel	520,5	690,9	743,0	741,8	-0,2	42,5
Non résidentiel	309,0	347,0	216,2	380,1	75,8	23,0
Yukon	5,4	4,9	10,5	7,9	-24,5	45,8
Résidentiel	2,1	4,7	3,3	3,2	-2,2	51,8
Non résidentiel	3,3	0,1	7,2	4,7	-34,6	42,0
Territoires du Nord-Ouest	4,9	3,8	0,3	4,5	...	-8,9
Résidentiel	4,2	0,5	0,2	3,5	...	-15,7
Non résidentiel	0,8	3,4	0,1	1,0	...	28,2
Nunavut	8,3	0,5	4,4	1,3	-71,0	-84,7
Résidentiel	7,9	0,0	4,4	0,1	-98,5	-99,2
Non résidentiel	0,4	0,5	0,0	1,2	...	242,9

r révisé

p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau CANSIM 026-0006.

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement — Données désaisonnalisées¹

	Jun 2014	Avril 2015	Mai 2015 ^r	Jun 2015 ^p	Mai à juin 2015	Jun 2014 à juin 2015
	millions de dollars				variation en %	
Total, régions métropolitaines de recensement	6 376,8	6 483,4	5 210,9	6 202,6	19,0	-2,7
St. John's	67,3	71,5	29,3	41,6	42,2	-38,1
Halifax	79,5	105,5	52,6	107,8	104,8	35,6
Moncton	24,6	10,9	16,3	35,1	115,3	42,8
Saint John	9,8	6,5	7,0	12,2	75,2	25,1
Saguenay	36,3	23,8	31,7	44,2	39,7	21,9
Québec	119,2	99,7	114,2	109,3	-4,3	-8,3
Sherbrooke	36,5	33,7	35,3	25,5	-27,7	-30,0
Trois-Rivières	29,5	37,1	28,9	22,5	-22,1	-23,6
Montréal	1 385,5	492,0	472,1	664,4	40,8	-52,0
Ottawa—Gatineau, Ontario/Québec	283,1	204,3	213,2	314,2	47,4	11,0
Partie Gatineau	36,7	46,2	41,1	113,5	176,1	209,2
Partie Ottawa	246,4	158,2	172,1	200,7	16,7	-18,5
Kingston	18,7	24,3	28,1	12,0	-57,4	-35,9
Peterborough	14,0	12,9	14,1	16,0	13,2	13,7
Oshawa	73,4	91,0	73,6	186,9	154,2	154,8
Toronto	1 244,9	2 530,5	1 348,3	1 468,3	8,9	17,9
Hamilton	96,9	104,1	312,8	125,4	-59,9	29,4
St. Catharines—Niagara	59,2	48,9	52,4	52,7	0,6	-11,0
Kitchener—Cambridge—Waterloo	295,5	104,7	123,2	147,9	20,0	-50,0
Brantford	7,7	12,9	14,8	16,0	8,0	107,0
Guelph	49,9	55,3	22,7	26,0	14,3	-48,0
London	96,8	77,3	63,7	135,8	113,0	40,3
Windsor	39,2	48,2	42,3	53,1	25,6	35,4
Barrie	39,8	28,1	14,3	25,0	74,7	-37,3
Grand Sudbury	33,5	8,2	25,1	17,2	-31,5	-48,5
Thunder Bay	13,0	9,3	18,2	48,1	163,8	269,7
Winnipeg	131,6	109,6	139,1	131,9	-5,2	0,2
Regina	41,4	53,9	58,5	32,4	-44,7	-21,8
Saskatoon	82,8	93,9	88,5	120,1	35,8	45,1
Calgary	825,8	644,4	419,4	709,2	69,1	-14,1
Edmonton	550,0	498,6	590,0	610,3	3,4	11,0
Kelowna	35,7	29,1	57,3	55,8	-2,7	56,4
Abbotsford—Mission	20,6	10,0	22,7	19,2	-15,3	-6,9
Vancouver	492,7	727,1	631,3	750,3	18,8	52,3
Victoria	42,5	76,2	49,9	66,2	32,7	55,7

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des [régions métropolitaines de recensement](#).

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau CANSIM [026-0006](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [026-0001](#) à [026-0008](#) et [026-0010](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2802](#).

Le numéro de juin 2015 de la publication *Permis de bâtir* ([64-001-X](#)) paraîtra bientôt.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bechir Oueriemmi au 613-951-1165, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.